

## **Discours de Son Excellence**

**Monsieur Denis SASSOU-N'GUESSO, Président de la République du Congo**  
**A l'occasion de l'ouverture du VI<sup>ème</sup> Forum Mondial du Développement Durable**  
**Brazzaville, le 29 octobre 2008**

- Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement,
- Les Représentants des Chefs d'Etat,
- Mesdames et Messieurs les Ministres,
- Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
- Excellence Madame Wangari Muta Maathai, Prix Nobel de la Paix, Ambassadrice Itinérante du Bassin du Congo,
- Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Missions diplomatiques accrédités au Congo,
- Mesdames et Messieurs les représentants d'organisations internationales, des institutions régionales et sous-régionales,
- Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations Non Gouvernementales, des Associations et de la Société civile,
- Chers participants,
- Distingués invités,
- Mesdames et Messieurs,

Nous vivons des jours inquiétants. Le monde est en crise profonde. L'avenir immédiat paraît soudain aléatoire. Nul dirigeant, nul spécialiste, n'est certain de posséder à lui seul les solutions d'un marasme financier qu'aucun écran de radar, qu'aucun tableau de bord, qu'aucun expert n'avait signalé. L'orage a éclaté, subitement, presque sans aucun signe annonciateur.

La crise actuelle met en évidence l'interdépendance entre toutes les sociétés de la planète. Mais cette crise souligne aussi qu'aucune solution durable ne sera apportée sans injection d'une dose d'éthique : à savoir le sens de la solidarité.

Nous savons que l'humanité possède les moyens d'enrayer le danger qui nous menace, qu'elle possède des moyens de prendre des dispositions efficaces pour l'avenir, à la condition que nous sortions de notre routine et de notre suffisance, afin d'analyser et de décider ensemble.

La solution ne sera pas trouvée par quelques experts, ni par quelques nations, aussi puissantes soient elles. Il ne s'agit plus de replâtrer les lézardes qui fissurent l'édifice de l'ordre économique, financier et monétaire actuel, il s'agit de réexaminer les colonnes et les fondations de l'édifice de Bretton Woods pour créer un nouveau système de valeurs. Une décision aussi grave suppose une large concertation. Elle suppose une concertation sans exclusive qui doit tenir compte des intérêts de tous : des plus puissants et des plus faibles. Une concertation qui ne doit mépriser aucune contribution. L'Afrique est prête à apporter la sienne.

Nous demandons pour cela que soit revu le format de la réunion historique du 15 novembre prochain à Washington afin que l'Afrique, à travers l'Union Africaine, y trouve sa place. Il est entendu et compris que l'Afrique du Sud y est "cooptée" non pas au nom de l'Afrique, mais en tant que pays émergent.

Il est inconcevable et inacceptable que l'Afrique, protagoniste de la vie internationale aux côtés de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie, soit mise à l'écart du débat décisif sur la refondation du système de Bretton Woods. Ce qui se joue aujourd'hui c'est l'avenir du monde. L'Afrique ne peut être tenue à la marge. Puisqu'elle est justement l'avenir du monde.

Nous saluons et appuyons l'initiative de l'Union Africaine et de la Banque Africaine de Développement d'organiser, le 12 novembre 2008 à Tunis, comme prélude à la rencontre de Washington, une réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales d'Afrique pour arrêter la position commune du continent sur la crise financière et économique actuelle. Mais une telle initiative, pour qu'elle ait une valeur politique, doit être inspirée et insufflée par les Chefs d'Etat que je me permets ici d'exhorter afin qu'ils couvrent de leur onction cette démarche judicieuse.

Elle suppose une concertation sans exclusive qui doit tenir compte des intérêts de tous : des plus puissants et des plus faibles. Une concertation qui ne doit mépriser aucune contribution. L'Afrique est prête à apporter la sienne.

Nous demandons pour cela que soit revu le format de la réunion historique du 15 novembre prochain à Washington afin que l'Afrique, à travers l'Union Africaine, y trouve sa place. Il est entendu et compris que l'Afrique du Sud y est "cooptée" non pas au nom de l'Afrique, mais en tant que pays émergent.

Il est inconcevable et inacceptable que l'Afrique, protagoniste de la vie internationale aux côtés de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie, soit mise à l'écart du débat décisif sur la refondation du système de Bretton Woods. Ce qui se joue aujourd'hui c'est l'avenir du monde. L'Afrique ne peut être tenue à la marge. Puisqu'elle est justement l'avenir du monde.

Nous saluons et appuyons l'initiative de l'Union Africaine et de la Banque Africaine de Développement d'organiser. le 12 novembre 2008 à Tunis, comme prélude à la rencontre de Washington, une réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales d'Afrique pour arrêter la position commune du continent sur la crise financière et économique actuelle. Mais une telle initiative, pour qu'elle ait une valeur politique, doit être inspirée et insufflée par les Chefs d'Etat que je me permets ici d'exhorter afin qu'ils couvrent de leur onction cette démarche judicieuse.

**Excellences Messieurs les Chefs d'Etat,  
Mesdames et Messieurs,  
Distingués invités,**

L'arbre de la crise actuelle ne doit pas nous cacher la forêt, les forêts du développement durable. La crise dont nous subissons les effets ne saurait être prétexte à retirer de nos ordres du jour les questions relatives à notre environnement, à la biodiversité et au développement durable. Parce qu'il s'agit, en l'occurrence, de notre existence même.

Si vous avez répondu à l'invitation que nous vous avons adressée, en élargissant le cadre du forum organisé par la Revue Passages et les autorités congolaises, c'est que vous partagez la même conviction ; c'est que, face à l'enjeu du défi, vous avez compris que les voix rassemblées d'un chœur portent plus loin et plus fort qu'une seule voix.

**Messieurs les Chefs d'Etat,  
Mesdames et Messieurs,**

Merci d'être venus participer à Brazzaville au VI<sup>ème</sup> Forum du développement durable. Je vous sais d'autant plus gré de votre présence que j'ai conscience de la difficulté que vous avez eue de choisir entre vos obligations et contraintes nationales et un calendrier international aux sollicitations de plus en plus nombreuses.

En venant ici, vous manifestez l'intérêt que vous attachez aux questions d'environnement et de développement durable en même temps que vous honorez notre pays, ses citoyennes et ses citoyens.

Je m'en voudrais de ne pas remercier Monsieur Emile MALET, directeur de la revue Passages, concepteur et fondateur du Forum mondial du développement durable dont c'est la sixième session, et la première en Afrique.

Lorsqu'Emile MALET m'a indiqué sa conviction de l'importance de l'Afrique dans la coalition mondiale pour un développement durable, et a déploré devant moi, que l'image de notre continent soit, sur ce chapitre, incorrectement perçue par l'opinion mondiale, je n'ai pu résister à la tentation de l'inviter en Afrique Centrale, au coeur de notre continent pour poursuivre la sensibilisation de nos concitoyennes et de nos concitoyens et contribuer à un dialogue plus approfondi entre l'Afrique, l'Europe et le reste du monde sur un sujet concret, qui de surcroît concerne l'avenir de l'humanité tout entière.

**Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs,**

Si vous êtes venus à Brazzaville dans ce climat mondial d'inquiétude, c'est parce que vous portez tous, chevillée au corps, à l'esprit et au coeur, la conviction que les questions environnementales constituent l'un des enjeux fondamentaux de l'avenir de la planète ; qu'il s'agit bien de questions dont les données, les effets et les solutions sont imbriqués d'un point du monde à l'autre.

Je n'en voudrais qu'une seule preuve. A bien des égards, le Congo est un pays démuné. Mais notre pays possède, en partage avec les pays frères du bassin du Congo, un bien d'une valeur inestimable dans le domaine de la biodiversité : il s'agit du complexe écologique qui s'étend sur 228 millions d'hectares sur les sols de la République Démocratique du Congo, de l'Angola, du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine, du Tchad, de São Tomé et Príncipe, du Rwanda, du Burundi et de la République du Congo.

Reconnu pour son exceptionnelle diversité biologique, ce patrimoine commun, contribue fortement, par l'absorption du gaz carbonique, à la lutte contre l'effet de serre. Ce poumon vert est considéré comme le plus important de la planète après le complexe écologique de l'Amazonie.

Sa disparition constituerait une perte inestimable pour nos populations mais également une catastrophe dommageable à tous les pays de la planète. Ainsi pour pauvres que nous soyons, nous détenons un trésor vital pour l'ensemble de l'humanité.

Or, il nous faut bien constater, et regretter, que ceux qui possèdent les ressources financières les plus importantes, ceux qui sont capables de dégager des sommes

faramineuses pour juguler la crise dont je faisais état au début de mon propos, ceux-là se montrent plus lents, très lents pour décaisser les sommes qu'ils s'étaient engagés à apporter afin d'assurer la pérennité de ce qui est plus qu'un héritage du bassin du Congo, ce qui est, affirmons-le avec force et détermination, un patrimoine de l'humanité.

Pour notre part, nous avons engagé, avec nos maigres moyens, depuis plusieurs décennies déjà, des actions en faveur de notre poumon vert. En effet, dès le début des années soixante, le Congo a réglementé l'exploitation de ses forêts les plus accessibles et s'est engagé dans des opérations de reboisement. A l'époque, nous n'étions pas compris, et des organismes internationaux prestigieux nous poussaient plutôt dans une politique qui, si nous l'avions suivie, aurait conduit à un écrémage de nos forêts méridionales. Nous avons par ailleurs hébergé et encouragé une action de recherche, en coopération avec des organismes scientifiques comme l'ORSTOM, afin de développer des techniques de bouturage de l'eucalyptus. Il en a résulté la production d'une essence dont la croissance est de 1 cm par jour.

Aujourd'hui, nous pouvons nous honorer de posséder une richesse de 22 millions d'hectares de forêts, soit 70% de notre territoire, qui constituent 10% de l'ensemble écologique du bassin du Congo et 12% des forêts humides d'Afrique Centrale. Aujourd'hui nous entretenons un réseau d'aires protégées d'une superficie de 3 millions 650.000 hectares, soit 11,6% du territoire national.

**Messieurs les Présidents,  
Mesdames et Messieurs,**

Les pays d'Afrique centrale sont engagés dans un processus sous-régional concerté pour la préservation de leur biodiversité et une meilleure gestion de leurs ressources forestières en vue d'un développement durable.

Cette initiative qui a conduit à une coalition internationale, constitue une réponse appropriée à la problématique du réchauffement de la planète, à la perte et à la dégradation de la biodiversité, ainsi qu'à la désertification en Afrique.

Au cours de ces dernières années, les Etats de la sous-région ont effectué dans l'ensemble un saut qualitatif par l'adoption de nouvelles législations et réglementations et par l'harmonisation de leurs politiques forestières. Nous sommes passés de l'exploitation forestière de traite à l'exploitation rationnelle de la forêt. La mise sous-aménagement durable des concessions forestières dans la plupart de nos pays, et la certification de quelques concessions sont la preuve tangible des efforts consentis pour honorer les engagements pris. Si la certification des produits forestiers n'en est qu'à ses débuts et demande à être systématisée, elle est engagée dans un processus irréversible.

Sur le plan industriel, l'Afrique centrale oeuvre pour une transformation quantitative et qualitative garantissant une mise en valeur industrielle des bois dans chacun de nos pays, accroissant ainsi la valeur ajoutée de nos produits. A côté des scieries artisanales, dont l'existence doit être protégées, apparaissent progressivement des usines modernes et diversifiées, avec des rendements plus élevés et une valeur ajoutée plus importante.

D'autres réalisations illustrent les efforts accomplis dans la conservation de la diversité biologique, telle que la création de plus de 5 millions d'hectares de nouvelles aires

protégées, dont deux complexes transfrontaliers d'aires protégées, en l'occurrence le Tri-National de la Sangha entre le Cameroun, le Congo et la République Centrafricaine, et le Tri-National Dja-Odzala-Minkebe entre le Cameroun, le Gabon et le Congo.

Dès les années soixante dix, soit plus de dix ans avant que le *Rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement* ne définisse le concept de Développement Durable, les Etats d'Afrique centrale mirent au point un cadre juridique portant sur l'exploitation rationnelle de leurs ressources forestières.

Plus tard, en mars 1999, les Chefs d'Etat de cette sous-région, ont pris l'engagement d'assurer une gestion concertée et durable de leurs écosystèmes forestiers.

En février 2006, deux ans après avoir hébergé la première conférence sur les forêts denses et humides d'Afrique centrale, Brazzaville a abrité le Sommet des pays d'Afrique centrale sur la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo. A cette occasion, fut signé le Traité portant création de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (en abrégé COMIFAC).

Aux termes de ce document, les Etats parties décidaient de conserver et de gérer durablement les écosystèmes forestiers de la sous-région. Ils convenaient également d'une stratégie de mobilisation des ressources appropriées pour le financement du Plan de convergence sous-régional.

Pourquoi donc aujourd'hui, une nouvelle rencontre sur le même thème ?

Parce que nous sommes engagés dans un processus qui n'aura pas de terme.

Parce que nous devons, à chaque étape de notre entreprise, faire le point, effectuer le bilan des actions réalisées, identifier les résistances enregistrées, tirer les leçons des difficultés rencontrées, écouter les avis des acteurs des différents secteurs ainsi que des chercheurs des différentes disciplines concernées, corriger les erreurs et prendre les dispositions nécessaires pour poursuivre le chemin avec plus d'efficacité.

Parce que face aux conséquences désastreuses de la déforestation et de la désertification ; face aux effets mortels de la pollution des eaux et de l'air ; face aux dangers que font courir les émissions des gaz à effet de serre, notamment en élargissant le trou de la couche d'ozone, il est urgent d'agir, d'agir vite et correctement.

Parce que nous devons dégager des moyens importants afin de développer chez nos dirigeants, chez nos entrepreneurs, chez nos populations une véritable culture de l'environnement ; des moyens importants qui devraient représenter des fonds d'investissement pour garantir notre avenir commun.

Or qu'observons-nous ?

A Johannesburg, en 2002, puis à Brazzaville, en 2006, la communauté internationale avait pris des engagements solennels afin de nous fournir les moyens nécessaires pour entreprendre une action efficace d'une envergure à la taille du danger. Ces proclamations avaient levé des espoirs ; elles nous avaient donné la conviction que la communauté internationale avait mesuré l'ampleur de la menace et l'importance de l'enjeu et que la notion de solidarité n'était pas un vain mot.

Mais force nous a été de constater que la distance était grande de la coupe aux lèvres ; que, pire ! la coupe demeurait presque vide... Seuls le Royaume Uni et la Norvège ont décaissé l'équivalent de 108 millions de livres sterling au fonds créé. En même temps que je leur dis notre gratitude, au nom de tous les pays de l'Afrique centrale concernés, j'appelle tous les pays. tous les organes de financement, toutes les fondations préoccupés par l'avenir de la planète à suivre l'exemple des premiers donateurs.

Je sais bien que je me répète Je sais qu'il faudra encore nous répéter : la protection de la nature coûte cher, mais elle n'a pas de prix. Elle est porteuse de dividendes dont les générations futures bénéficieront.

A nos soeurs et frères africains qui m'ont fait l'honneur et l'amitié de se déplacer, je voudrais faire une proposition concrète. Je propose la création, par nous-mêmes, d'un Fonds Africain du développement durable que chacun de nos pays serait appelé à alimenter, selon ses moyens et suivant des règles à déterminer. Les sommes que nous y déposerions constitueraient une garantie de notre engagement et un aimant pour des apports extérieurs.

Ce Fonds devrait englober celui prévu par l'Union Africaine concernant la facilité africaine de l'environnement. J'invite la Banque Africaine de Développement à en constituer l'organisation, les règles et les mécanismes de fonctionnement.

- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de gouvernement**
- **Distingués invités**
- **Mesdames et Messieurs,**

Bel exemple de dialogue Nord-Sud où les participants se penchent sur une question d'intérêt vital et planétaire, le Forum de Brazzaville illustre merveilleusement l'interdépendance entre les sociétés humaines.

Pendant deux jours, des experts et des personnalités venus de tout le continent africain, d'Europe, d'Amérique et d'Asie ont fait des diagnostics et proposé des solutions. Je suis particulièrement impressionné par la densité de leurs communications et la qualité de leur débat. Les rapports de synthèse qui vont être présentés aux Chefs d'Etat constitueront un éclairage important pour leur prise de décision. Beaucoup de points soulignés confortent des certitudes et des convictions. Certains signalent des questions encore insuffisamment prises en compte mais tous constituent les instruments d'un tableau de bord offert aux décideurs que nous sommes afin de nous permettre de prendre, en connaissance de cause, les décisions pertinentes qui conviennent, et d'amorcer les anticipations appropriées.

Les travaux qui viennent de se dérouler pendant deux jours, tout comme le sommet qui va débiter maintenant possèdent le mérite de maintenir vivante la flamme de l'espoir au coeur d'une Afrique qui, en dépit des nuages qui s'amoncellent, refuse fermement d'être le tombeau d'une humanité, dont elle a été le berceau. Une Afrique qui, en matière de développement durable, n'est pas le problème, mais une partie, une grande partie de la solution.

Chers amis ! Ni désespoir, ni résignation, ni fatalité, mais lucidité, conviction, et solidarité, telles sont les maîtres mots que je vous suggère.

Organisons-nous et agissons.

Agissons vite avec plus d'efficacité au sein du front mondial face aux défis de l'environnement et aux fléaux de la pauvreté. Agissons vite pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Agissons vite pour aller vers l'après Kyoto et pour la mise en oeuvre effective du plan d'action de Johannesburg.

Plein succès à nos travaux !

Je déclare ouvert le 6<sup>ème</sup> Forum mondial du Développement Durable Je vous remercie.